

Février 2016

S'immerger dans l'innovation sociale

n°23

focales



Le Comptoir des ressources créatives

Les conditions de l'art



Locaux, services, temps et argent : l'art a ses conditions que la raison, souvent, ignore. Dans le quartier Saint-Léonard, au nord de Liège, le Comptoir des ressources créatives a pour vocation d'être une « *chambre d'écoute des besoins des créateurs* ». Un pari qui est aussi celui du collectif, conçu comme seule voie capable d'assurer l'avenir des productions artistiques.

Par Julie Luong – Photos de Françoise Walthéry



Le Comptoir des ressources créatives. Les conditions de l'art

Vivre de son art est un trop rare privilège. En faisant émerger une « masse critique » de créateurs, le Comptoir des ressources créatives (CRC) entend dynamiser un secteur aujourd'hui considéré comme une force motrice du redéploiement économique. Un *work in progress* engagé sur le chemin du collectif et du changement social.



Une fois quitté le cœur historique, à quelques centaines de mètres de là, il faut s'enfoncer un peu dans le quartier Saint-Léonard pour déboucher sur la place Vivegnis, paisible îlot blotti contre la ligne de chemin de fer, au pied des Coteaux de la Citadelle. Autrefois s'élevait ici une gare. Désormais, ce périmètre qui porte encore les traces de son passé industriel aime la vie artistique liégeoise. Voisine du centre d'art contemporain Espace 251 Nord, établi dans le bâtiment qui abritait autrefois le siège administratif d'une société de charbonnage, la brasserie Haecht accueille des espaces de bureaux partagés pour créateurs. Un peu plus loin, le RAVI (Résidences Artistes Vivegnis International) jouxte le Comptoir des ressources créatives (CRC), qui propose depuis 2013 quelque 400 m² d'espaces mutualisés pour artistes.

Gueule de bois

Gérard Fourré, autodidacte multifacettes et « *entremetteur culturel* » comme il se définit lui-même, est l'un des principaux instigateurs de

ce projet. « *Cela fait plus 15 ans que je réfléchis à la situation des artistes, à leur place dans la cité. À une époque, j'avais autour de moi beaucoup de ces gens très talentueux qui, arrivés à l'âge de 30 ou 32 ans, avec femme et/ou enfants, abandonnaient leur métier faute de pouvoir en vivre. Et ça me faisait mal au cœur de voir ça. Quelles difficultés humaines, quel gâchis ! Pour eux mais aussi pour la communauté. Quinze ans dévolus à l'art pour rien ? Que fait-on de ces quinze années-là ?* », raconte-t-il. D'autant que cette phénoménale gueule de bois ne va jamais sans son cortège de reproches et de procès en irresponsabilité. « *J'insiste : aujourd'hui, on culpabilise et même on stigmatise les artistes ! Ils seraient des paresseux, des profiteurs. Le processus de création n'est pas toujours visible. Mais va-t-on reprocher à un mathématicien de rester des heures face à une équation ?* », s'indigne-t-il.

Certes, le travail artistique continue d'inspirer le respect, fût-il distant ou teinté de fascination. Mais le corollaire de cette estime de principe est la croyance étrange que l'œuvre n'a eu besoin ni de temps ni de moyens pour s'élaborer.



Gérard Fourré : « La question fondamentale est celle de la fonction de l'art dans nos sociétés. Quelle place veut-on lui donner ? »

« Combien de temps faut-il pour faire un bon musicien ? Un bon plasticien ? Rarement moins de 15 ans... C'est long de devenir un artiste. Et ce n'est pas dans les écoles d'art que ça s'apprend », développe Gérard Fourré. Convaincu que, face aux impasses du néolibéralisme, l'art et la culture doivent être remis au cœur de la vie sociale, Gérard Fourré pointe parallèlement la force économique des industries culturelles. « En ce sens, il est significatif que nous soyons soutenus aujourd'hui par le ministère de l'Économie », explique-t-il. Bien sûr, la gestion opportuniste par le politique du « potentiel culturel » des anciens bassins industriels comme Liège n'est pas sans poser certaines questions... Comment mesurer les bénéfices réels engendrés par le secteur ? Parle-t-on de bénéfices strictement pécuniaires ? Et quelle place aujourd'hui pour les processus artistiques qui échoueraient à être rentables ?

Inaudible, l'artiste ?

De son côté, Marc Moura, qui fut pendant près de 15 ans l'une des têtes pensantes de Smart asbl, fait le constat du même obstacle récurrent. « À chaque fois qu'on organisait des débats entre le monde des décideurs et les communautés artistiques – et malgré les réunions préparatoires que nous organisions –, les ego et les individualités reprenaient le dessus. Les politiques avaient très vite fait de retourner ça contre les artistes, en leur signalant de revenir une fois qu'ils se seraient mis d'accord entre eux », explique-t-il. La représentation sectorielle n'est pas tout à fait absente, par exemple dans le cinéma ou le théâtre. Mais peu fédératrice et cantonnée à une discipline spécifique, elle se révèle largement insuffisante à faire entendre les besoins du secteur. « Nous avons réussi à mettre en place des outils très utiles



Marc Moura : « On ne peut pas éviter la comparaison avec les espaces de coworking mais la différence fondamentale est que nous partons des besoins du terrain. »

pour fluidifier les relations professionnelles des artistes mais nous ne sommes jamais parvenus à créer une communauté d'artistes. Les artistes étaient liés à Smart mais pas entre eux », poursuit Marc Moura.

Or, ce fonctionnement, « au mieux dispersé, au pire individualiste », enraie d'autant plus la machine que, au fil des années, la concurrence s'accroît entre les subsides à décrocher, l'épineux statut d'artiste à conquérir et les redondantes factures à payer. « Ma lecture est que la priorité des artistes n'est pas de travailler à améliorer le futur de la profession, d'abord parce qu'ils doutent que cela puisse fonctionner mais aussi parce que ce futur sera celui de la génération suivante et que leur priorité est plutôt de développer leur activité et d'essayer de s'en sortir. Ils sont en général dans des situations professionnelles où toute leur énergie se répartit entre le projet qu'ils viennent de finir et celui qu'ils doivent retrouver », explique-t-il.

Une pièce à soi

Conscient qu'un détour est nécessaire pour générer une nouvelle synergie, Marc Moura décide alors avec Gérard Fourré et quelques autres de rassembler les artistes autour d'un « objectif immédiat d'amélioration de leur quotidien », avec comme leitmotiv de partir de leurs besoins. « Pour les créateurs, par les créateurs » : ce sera le slogan du Comptoir des ressources créatives qui voit émerger rapidement une première demande, celle de bureaux adaptés, accessibles pour un loyer modique. Le CRC décide alors de louer à la Ville de Liège ce bâtiment de la place Vivegnis, constitué de deux



Gaëlle Hardy et Antonio Gomez Garcia :
« Tout le monde ne comprend pas le collectif de la même manière,
ce qui peut créer des malentendus, des tensions. »

plateaux et capable d'accueillir une trentaine de travailleurs.

Gaëlle Hardy, 37 ans, scripte et monteuse, fait partie du collectif À Contre Jour. Elle est la première à avoir posé ses cartons dans les locaux il y a un peu plus de deux ans. À Bruxelles, où elle a vécu quelques années, elle a loué autrefois un bureau individuel mais le loyer de 300 euros la laissait exsangue à la fin du mois. « J'ai aussi fait du travail partagé (coworking) mais les plateaux ouverts sont peu adaptés aux activités de montage car il faut alors travailler au casque et ça devient vite très fatigant », explique-t-elle. Aujourd'hui, avec un autre membre du Collectif, Antonio Gomez Garcia, 56 ans, réalisateur, elle partage un bureau calme et en parfait état de 20 m² pour un loyer de 160 euros – soit 8 euros le mètre carré. Pour ces créateurs qui travaillent « au projet » et doivent régulièrement justifier de leurs activités auprès de l'ONEM, ces bureaux sont certes une opportunité en termes financiers mais pas seulement. « On est dans une atmosphère de travail. Personne ne nous dit quand partir ou arriver mais il y a un consensus et chacun fait au final de vraies journées. Alors que, quand on est chez soi, la limite entre le temps de travail et le temps privé est très difficile à gérer. Depuis notre arrivée, nous constatons d'ailleurs que nos projets se sont beaucoup développés, commente Antonio Gomez Garcia. Nous pouvons aussi donner des rendez-vous professionnels. Et quand on nous



demande ce qu'on fait en ce moment, on peut dire qu'on a un bureau ici, ce qui fait tout de suite plus sérieux », poursuit-il.

Si l'atmosphère studieuse met à mal les stéréotypes qui collent aux basques du créatif, le CRC a aussi permis de donner aux occupants, à travers un lieu commun, une identité commune. Plusieurs d'entre eux ont ainsi pris l'initiative de nommer une partie du bâtiment « Le magasin », appellation qui devrait prochainement trouver un prolongement numérique avec l'ouverture d'un véritable commerce en ligne. Une initiative qui n'est pas sans réjouir les fondateurs qui y voient l'une des conséquences espérées de la mutualisation des espaces. « C'est une satisfaction de voir que les usagers se trouvent une identité propre, sans nous, et font émerger des demandes assez spontanées de visibilité », explique Gérard Fourné. Cette précieuse visibilité est aussi assurée par les journées portes ouvertes et surtout les « PitchCafés » – soirées pendant lesquelles six créateurs exposent en sept minutes leur projet à leurs confrères et au grand public.



Masse critique

Quand les tâches le permettent, Gaëlle et Antonio ont pris l'habitude de laisser la porte de leur bureau ouverte. Un voisin passe pour demander un conseil, filer un tuyau, dire bonjour, se plaindre, féliciter. Car si les professions sont diverses – musiciens, graphistes, illustrateurs, vidéastes, etc. –, les problématiques rencontrées sont souvent similaires. « *Un pas plus loin, cela peut déboucher sur des collaborations* », poursuit Gaëlle. Il suffit d'ailleurs de traverser le couloir pour rencontrer Julie Gélon, l'un des membres du collectif Yum Yum avec qui À Contre Jour a conçu un générique animé. L'illustratrice de 33 ans vient ici quatre jours par semaine. « *Avant, je venais moins, mais je viens de diminuer mon temps de travail aux Grignoux* », explique-t-elle. Comme beaucoup de créateurs, Julie Gélon a en effet un job alimentaire. Mais contrairement à la plupart de ses camarades diplômés en illustration – « *les meilleurs de ma promotion font tout autre chose* » –, elle n'a jamais eu l'intention d'abandonner. « *C'est peut-être malheureux!* », plaisante-t-elle, tout en précisant que l'accès à ces bureaux a véritablement transformé son quotidien. « *Nous travaillons depuis longtemps en collectif mais jusqu'à présent, nous avons toujours eu des ateliers super-pourris, pas chauffés ou pas adaptés, c'est-à-dire de petits apparts qui n'étaient en fait pas des ateliers... Et puis, même si nous étions quatre, nous souffrions beaucoup de l'isolement, avec le sentiment d'être en dehors de la vie culturelle* », explique-t-elle.

Julie Gélon : « *Je n'ai jamais adhéré à la vision de l'artiste maudit qui se lève à midi. Les créateurs ont leur place dans la société au même titre que n'importe qui.* »



Au CRC, que ce soit pour le café du matin ou la pause de midi, il y a toujours un occupant avec qui échanger dans la grande salle du rez-de-chaussée. « *Sortir du microcosme de l'illu permet aussi d'avoir davantage les pieds sur terre. Bien sûr, on n'aime pas toujours le travail des autres créateurs qui sont ici! On rencontre aussi des personnes qui ont une conception totalement différente du métier, ce qui n'est pas plus mal. Cela permet de modérer son ego* », poursuit-elle.



13 h : la salle de réunion se transforme en cantine.

«Le but est précisément de convaincre les créateurs qu'ils ont ici plus à gagner qu'à perdre, qu'ils vont pouvoir davantage développer leur activité, commente Marc Moura. Cela relève de la pédagogie ou plutôt de la médiation. Notre tentative, c'est d'amener les gens à se comprendre, à accepter que ça ne soit pas toujours facile de côtoyer les autres mais profitable à tout le monde à moyen et à long terme.» Pour générer ces synergies, le CRC mise sur une «masse critique» de créateurs, sans quoi la dynamique risquerait de s'assécher relativement vite. «Si les gens n'occupent pas leurs locaux, c'est nous qui avons tendance à le leur faire remarquer et à trouver une solution. Bien sûr, les loyers sont tellement bas – on est en moyenne à moins de 100 euros par personne – que certains préfèrent parfois garder cette possibilité même s'ils n'en ont pas besoin dans l'immédiat. Mais nous n'avons pas envie d'avoir des locaux vides», explique le cofondateur du CRC, qui souhaite que les occupants soient présents au minimum «à mi-temps», tout en tenant compte des spécificités des métiers (période de tournage, travail au projet, déplacements, etc.). Dans la même logique d'incubateur, l'occupation des locaux est en théorie limitée à six ans. Ce qui n'est pas sans inquiéter déjà certains créateurs du CRC qui doutent de pouvoir dégager – dans ce délai et davantage – des bénéfices leur permettant de louer des bureaux ailleurs...

Hors les murs

Le CRC est aujourd'hui agité par un nouveau projet : l'acquisition, à quelques pas de là, d'un ancien hangar, par l'entreprise d'une coopérative immobilière à finalité sociale DynamoCoop. Baptisé Espace Dony, le lieu devrait accueillir, après rénovation, quelque 22 ateliers entre 20 et 60 m², soit environ 60 créateurs. De quoi répondre à la demande croissante de locaux adaptés pour les professions créatives génératrices de bruit, de crasse ou nécessitant un stockage important. «Ça peut paraître particulier de s'orienter d'abord dans de l'immobilier pour une association de services. Mais cela fait partie de notre démarche : nous ne travaillons que sur des bâtiments d'une certaine ampleur pour qu'il y ait une dynamique entre les gens qui se côtoient», analyse Marc Moura. «Bien sûr, notre objectif n'est pas seulement de fournir des locaux mais de répondre aux besoins identifiés par la communauté. Nous partons de là. Mais il reste tout un travail de prise de conscience effective : les artistes n'arrivent pas avec une idée déjà formée des services matériels et immatériels qui leur seraient nécessaires. Notre travail est de continuer à aller stimuler les gens», embraie Gérard Fourré.

Parmi les besoins qui émergent figurent l'aide à la rédaction de projets ou encore la constitution d'une cellule de veille pour les différents subsides et bourses disponibles. «Nous avons besoin de visibilité mais surtout – et c'est là que le CRC a tout son rôle – d'une mise en réseau avec des lieux parallèles à l'étranger», estime pour sa part Julie Gélon qui vient d'être sélectionnée pour une exposition à Berlin et compte bien accroître ses contacts par-delà



Entre deux réparations de vélos, Pignon express se penche au-dessus de la passerelle pour conseiller ses camarades de Microfolies.

Microfolies travaille sur le réemploi de matières « obsolètes » :
« C'est fondamental d'être dans un lieu où il peut y avoir des échanges et un autre regard. »



les frontières. « *Aujourd'hui, la mobilité est quelque chose d'essentiel pour les artistes. On ne peut plus faire son boulot là où on est né, sans intention d'en bouger. Or, en tant que créateur solo, mettre en place ces liens avec l'étranger est très difficile* », poursuit l'illustratrice. La suggestion semble d'autant plus à-propos que CRC, pour être très ancré localement, n'en est pas moins représentatif d'un mouvement émergent à l'échelle européenne, citant dans ses inspirations le Krux d'Amsterdam ou Curry Vavart, un squat d'artistes devenu un lieu subventionné par la mairie de Paris.

Pour le collectif À Contre Jour, c'est aussi à l'étranger qu'il faut trouver l'inspiration pour renforcer les liens du CRC avec le quartier populaire de Saint-Léonard. « *J'ai l'impression que nous sommes encore une sorte de soucoupe volante dans ce quartier. Il y a des exemples très positifs de projets communs entre artistes et habitants, en Allemagne par exemple. Mais cela nécessite un travail conscient et de longue haleine, car il existe beaucoup de barrières fictives et réelles entre 'monsieur et madame Tout-le-Monde' et le monde de l'art et de la culture. Il faut un travail de part et d'autre* », estime Antonio Gomez Garcia. Mû par cette préoccupation, le collectif a mis sur pied un projet cinéma dans les écoles via le décret Culture-École et recherche en ce moment des subsides pour acquérir un véhicule, type caravane ou triporteur, qui leur permettrait de circuler dans le quartier et « *d'être voyant* ».

« La priorité des artistes n'est pas de travailler à améliorer le futur de la profession. Mais plutôt de développer leur activité et d'essayer de s'en sortir. »

Marc Moura

« Pour nous, cet aspect de lien avec les habitants est essentiel. Sinon, on est en plein dans le processus de gentrification... », glisse Gaëlle Hardy. Pour le designer de meubles Laurent Gélise, membre du collectif Microfolies installé dans le hangar Dony, la réflexion va dans le même sens : « Je voudrais qu'à l'avenir, ce soit un lieu encore plus ouvert, que les gamins du quartier puissent venir y jouer. Pour moi, il faut des échanges entre les travailleurs mais aussi, tout simplement, entre les gens curieux. C'est un tout. Il faut éviter que cela devienne consanguin, il faut que ça respire. »

Qui est créatif, qui ne l'est pas ?

« Artistes », « créatifs », « créateurs » : la question sémantique est au centre des réflexions que suscite aujourd'hui ce type de structure. Qu'est-ce qui distingue les uns des autres ? Où commence et où finit le processus créatif ? Doit-on prôner l'exception culturelle ? Ou considérer que nous sommes tous, à notre manière, un peu « artistes » ? Julie Gélon, elle, a rejeté depuis longtemps ce qualificatif. « Pour moi, ça ne veut pas dire grand-chose. Je préfère les termes 'créatif' ou 'créateur' qui mettent davantage l'accent sur le fait que nous sommes des travailleurs, avec ce que ça suppose de com et de paperasse comme pour n'importe quel indépendant. L'artiste, à mes oreilles, ça sonne comme quelqu'un à qui on pourrait tout pardonner et en qui on ne pourrait jamais avoir confiance », explique-t-elle.



L'Espace Dony accueille un atelier de lutherie. Les conditions de l'art...

L'accueil, au sein de l'Espace Dony, d'activités aussi diverses que le montage et la réparation de vélos avec Pignon Express, l'atelier de lutherie, ou encore la cuisine avec le traiteur Salta, pose cette question avec plus d'insistance encore. « Les personnes qui viennent vers nous ne relèvent pas toujours du monde culturel ou artistique. Autant nous reconnaissons cette ambiguïté, autant nous ne considérons pas cela comme un réel problème. Dans certains cas, les accepter est une évidence car ça 'colle' avec les métiers artistiques », estime Marc Moura. Ainsi, pour le CRC, l'atelier vélo fait sens pour la simple et bonne raison que de nombreux artistes, fâchés avec la voiture pour des raisons le plus souvent économiques, se déplacent en deux-roues, a fortiori pour gagner ce quartier excentré de la ville. De même, Salta n'est pas n'importe quel traiteur puisqu'il propose une



Anne-Sophie Vanhalle, ancienne costumière à l'Opéra royal de Wallonie, travaille désormais à son compte au sein de l'Espace Dony : « Ici, c'est mon cocon. »

cuisine « saine », notamment sur les festivals et dans le cadre d'activités de « catering ». « C'est une question de feeling, de personnalités, reconnaît Marc Moura. La question est de savoir si ces personnes vont pouvoir s'intégrer à cet environnement et si les activités peuvent être complémentaires entre elles. » Le critère de sélection s'apparenterait donc moins au caractère « artistique » ou « créatif » de l'activité qu'à l'adhésion à un certain projet de société. « C'est possible mais nous aurions bien du mal à le circonscrire et à le définir. Disons que nous nous adressons au monde associatif et au secteur de l'économie sociale... », avance le cofondateur.

De la communauté idéale à l'entre-soi, il n'y a évidemment qu'un pas. Y résister signifierait-il qu'il faille tout bonnement faire éclater les frontières de l'« artistico-créativo-culturel » ? « Je pense que défendre l'exception culturelle est une erreur. On n'échappera pas à une refonte de la sécurité sociale. Mais la mauvaise conjoncture économique couplée à une vision de plus en plus néolibérale fait qu'il est à mon avis dangereux d'ouvrir la boîte de Pandore pour l'instant », avance Marc Moura. Dans un marché de l'emploi en pleine mutation, où de plus en plus de travailleurs vivent au projet, avec ce que cela suppose – dans des proportions variables – de liberté et de précarité, quels enseignements le monde des créatifs peut-il apporter à l'ensemble de la population ? Comment faire déboucher les revendications sectorielles sur une prise de conscience qui les excède ? « L'art qui change le monde » est-il en train de devenir davantage qu'une profession de foi ? C'est bien possible – et par des chemins que l'on n'a sans doute pas encore imaginés.



Soutenir la créativité : à quel prix ?

Le ministre de l'Économie Jean-Claude Marcourt vient d'allouer une subvention au CRC. Trois questions à Dimitri Coutiez, conseiller au cabinet.

Soutenir l'économie et soutenir les artistes : même combat ?

Je ne crois pas que la créativité soit propre à la pratique artistique. L'imagination de nouveaux modèles ou produits est transversale à l'ensemble de l'économie. C'est bien pour cela que le ministre a mis en place le programme de Creative Wallonia, même si une des ambitions de Creative Wallonia, c'est de faire le pont entre les logiques économiques et les logiques artistiques pour dynamiser les industries culturelles.

Pourquoi ces logiques ne se rencontrent-elles pas habituellement ?

J'ai le sentiment qu'une des particularités de ce monde culturel est l'extrême individualisme des acteurs, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales. Ce n'est pas un jugement moral que je porte : il y a des raisons à cela, notamment le fait que le monde de la culture – c'est un euphémisme – ne roule pas sur l'or, ce qui augmente la concurrence. Il faut donc réussir à faire entrer ces personnes dans des logiques collectives. Car faire des lois, dégager des budgets, ce n'est pas compliqué. Ce qui est compliqué, c'est de réussir à insuffler des logiques de coopération dans l'ensemble de l'économie et en particulier dans des endroits où les choses sont peu valorisées, peu riches, en se disant qu'il y a justement une richesse pécuniaire à développer.

La subvention dont bénéficie aujourd'hui le CRC est issue de deux lignes budgétaires. Pour quelle raison ?

Oui, d'une part de l'économie sociale, d'autre part de Creative Wallonia. C'est une volonté claire du ministre qui vise à mettre en évidence à la fois les logiques de créativité et les logiques de coopératives au sein d'un même projet. Cette subvention sur trois ans a trois axes : l'approfondissement du CRC – lequel est déjà assez abouti, le parrainage et l'accompagnement d'au moins un autre collectif dans au moins une autre ville de Wallonie et si possible en dehors de la province de Liège, et enfin l'occupation de lieux en rénovation de manière plus ou moins éphémère afin de favoriser la visibilité des créateurs, sur le modèle de ce qu'a fait par exemple Curry Vavart. L'idée est donc bel et bien d'essaimer.

Pour en savoir plus

Comptoir des ressources créatives

Siège Social : Quai des Tanneurs, 2 - 4020 Liège

Bureau : Espaces Mutualisés - Vivegnis
Place Vivegnis, 36 - 4000 Liège
T. +32 4 227 83 08
Hugo Vandendriessche (coordinateur) :
T. +32 488 17 73 71

Web+

« Sandrino Graceffa : 'Les coopératives remettent en cause le contrat social' », Fil d'info d'Alter Échos, 31 octobre 2014, Rafal Naczyk.
« Les artistes dans le flou », Alter Échos n°374, janvier 2014, Julien Winkel.

focales

est une revue publiée en supplément d'Alter Échos.

Une initiative de l'Agence Alter, avec le soutien de la Wallonie.

Coordination : Marinette Mormont.

Ce cahier a été rédigé par Julie Luong

Reportage photos : Françoise Walthéry

Il a été achevé en février 2016.

Layout et mise en page : Cécile Crivellaro et Françoise Walthéry.

Impression : Nouvelles Imprimeries Havaux

Cette publication est en accès libre

sur www.alterechos.be (onglet Focales)

Agence Alter
■■■■



Wallonie



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES